

## Un appel à la reprise du travail du MEDEF, de la CFDT et la CFTC : L'injonction du maître à l'esclave moderne

Dans une déclaration commune rédigée le 30 Avril « pour le maintien ou la reprise des activités économiques dans des conditions sanitaires optimales », le MEDEF, la CFDT, et la CFTC s'agitent et appellent à la reprise de l'activité économique qu'ils jugent indispensable « pour sortir durablement de cette crise ». C'est une injonction du maître à l'esclave moderne, du col-blanc au prolétaire, du télé-travailleur.se.r à l'ouvrier.e.

Alors que nous continuons, encore tremblant.e.s, de compter nos mort.e.s chaque jour, d'autres n'ont qu'une seule préoccupation : la reprise de l'activité, la préservation de notre économie libérale, la santé de nos multinationales. Le drame sanitaire dont ont été victimes les 24895 personnes décédées du virus depuis Mars ne semble pas pouvoir rivaliser avec la fureur capitaliste qui attaque déjà de plein fouet les travailleur.se.s précaires, avant même la mise en place du déconfinement.

Cet appel aimerait laisser croire à une alliance unitaire entre organisations syndicales patronales et salariales et à un dialogue social serein. Il rassemble en réalité les responsables de la mort du syndicat comme contre-pouvoir. Ceux-là même qui depuis des années ont réussi à transformer la lutte des travailleur.se.s en collaboration affectueuse avec le pouvoir bourgeois pour le maintien du rapport d'exploitation en vigueur.

La CFDT rejoint donc le MEDEF, dont le président Geoffroy Roux de Bézieux proposait il y a encore quelques jours dans une tribune du Figaro *de* « se poser la question tôt ou tard du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise et faciliter, en travaillant un peu plus, la création de croissance supplémentaire ».

Cela ne laisse plus aucun de doute sur les intentions de ces deux syndicats, prêts à mettre en danger de mort la population sur les lieux de travail, dans les transports en communs, pour rassurer les actionnaires. La France enregistrait encore 135 mort.e.s du covid19 en 24h ce Lundi 1<sup>er</sup> mai. Aucun matériel de protection n'est encore disponible. Après avoir culpabiliser les français.e.s pendant deux longs mois sur leur manque de discipline face au confinement ; après avoir entendu Édouard Philippe prolonger la fermeture des lieux culturels ; le travail lui n'attend pas.

Le 4 Mai sur France inter, Laurent Berger, secrétaire générale de la CFDT répondait aux questions d'Ali Badou au sujet de cette appel. Il félicitait alors chaleureusement le gouvernement quant aux mesures prises pour les salarié.e.s et particulièrement, pour les aides financières exceptionnelles délivrées aux grandes entreprises (7 milliards d'euros à Air France). « La SNCF doit être aidée et aussi développée car elle est un vrai outil du modèle de développement économique de demain, et c'est normal d'avoir ses aides ». Ils ne s'offusqueront ni des petits 150 euros distribués aux familles précaires, ni de la ridicule prime donnée aux professionnel.le.s soignant.e.s.

Poursuivant l'exalte des mesures gouvernementales, il affirme son soutien à Muriel Pénicaud, ministre du travail, dans son engagement dans la reprise de l'activité des travailleur.se.s. « Je ne cherche pas à être avec Mme Pénicaud en différent sur tout... ».

Il ajoutait même, comme touché par la grâce néo-libérale, accepter l'idée de licenciements massifs dans les grandes entreprises françaises, « tout syndicaliste qui se respecte souhaite que non, mais si la logique c'est je vous aide et vous pouvez me jurez que dans les trois ans

qui viennent il n'y aura aucun licenciement, alors la... ».

Laurent Berger, loin de représenter les travailleur.se.s, se place dans une parfaite symphonie entre le pouvoir politique et le pouvoir économique, garant d'un équilibre indétrônable du système capitaliste en place, sans contradiction ni tumultes de la classe ouvrière.

Cette déchéance ne date pas de la réforme de la loi travail en 2016, à laquelle la CFDT s'était alignée au gouvernement. Elle est bien plus ancienne et a eu le temps de se développer. Selon Lovovsky, dans son « Programme d'Action de l'Internationale Syndicale Rouge », c'est dès 1920 que l'on a vu apparaître une compromission entre les organisations syndicales et l'État capitaliste. Il écrivait alors « Les activités dirigeantes des syndicats qui entrèrent en contact intime avec l'État bourgeois, abordèrent toutes les questions du point de vue des intérêts nationaux, si bien que les organisations ouvrières qui avaient pour but la lutte contre l'État bourgeois, devinrent la base principale de tout le système capitaliste. »

La reprise du travail ne peut être ordonnée par un syndicat, et encore moins en temps d'épidémie mondiale. Elle doit être un choix éclairé, individuel et conditionné par le travailleur.se. Le rôle d'un syndicat est de veiller à ce qu'aucune forme de contrainte à l'activité soit formulée, par le patronat ou par le pouvoir. Lutter contre le travail comme outil de domination, comme support à l'exploitation.

Ce syndicalisme-là doit disparaître. Il fait taire la colère des exploité.e.s, joue avec la peur de la misère. Il fustige les défenseur.se.s d'un autre monde sans oppression, s'armant d'une idéologie de compromission sociale, de théorie « du moins pire » et petite victoire. Il casse la révolte et s'inscrit jusque dans ses services d'ordres au service de la bourgeoisie qu'il combattait autrefois.

En Janvier dernier, une lettre inter-syndicale signée par la FSU, Force Ouvrière (FO), CGT et UNEF a été adressé au ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner pointant du doigt la violence du cortège tête. Les syndicats estimaient que « les casseur.euse.s continuent à casser sans être inquiétés ». Jouant le jeu du pouvoir, du bon et du mauvais.e manifestant.e, les syndicats abandonnent violemment les révolté.e.s. Ils crachent sur l'idée même de révolte et légitiment ainsi la violence d'État. L'idée même de détruire le pouvoir oppresseur n'est plus qu'un vieux songe rendu illusoire par de nouveaux bureaucrates, pleinement implantés dans un système destructeur rongée par l'autoritarisme.

« Un syndicalisme n'est pas anti-économie ! » proclamait Laurent Berger sur France inter, face aux insinuations (trop discrètes) d'Ali Badou de connivence avec le pouvoir. Non, le syndicalisme n'est pas économie, il est encore moins capitaliste. Le syndicalisme est révolutionnaire. « Et donc le syndicalisme ne peut qu'être soit libertaire, soit autoritaire : s'il est libertaire c'est de l'anarchisme, s'il est autoritaire c'est du socialisme. » (Vanzetti, 1923)